



Chapitre E-14

LOI SUR L'ÉTABLISSEMENT PAR SIDBEC D'UN COMPLEXE SIDÉRURGIQUE INTÉGRÉ

- Capital-actions autorisé. **1.** Le capital-actions autorisé de Sidbec, corporation constituée par lettres patentes délivrées le 18 novembre 1964 en vertu de la partie I de la Loi sur les compagnies, ci-après appelée «la compagnie», est de 830 millions de dollars. Il est divisé en 41,500,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de dix dollars chacune et en 41,500,000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de dix dollars chacune.
- 1968, c. 77, a. 1; 1974, c. 74, a. 1; 1976, c. 31, a. 1; 1977, c. 61, a. 1.
- Conversion. **2.** Aucun dividende ne pourra être déclaré ou payé sur les actions à dividende différé tant qu'elles ne seront pas converties en actions ordinaires.
- Conditions. Les détenteurs d'actions à dividende différé auront droit à cette conversion conformément aux dispositions contenues à cet égard dans les lettres patentes de la compagnie.
- 1968, c. 77, a. 2.
- Actions attribuées au Québec. **3.** Dix-neuf millions neuf cent mille actions à dividende différé sont attribuées à Sa Majesté du chef du Québec au prix de dix dollars l'action.
- 1968, c. 77, a. 3; 1970, c. 20, a. 1; 1974, c. 74, a. 2.
- Actions attribuées au Québec. **4.** Dix millions sept cent mille actions à dividende différé additionnelles sont attribuées à Sa Majesté du chef du Québec au prix de dix dollars l'action.
- 1976, c. 31, a. 2.
- Actions attribuées au Québec. **5.** Dix millions huit cent trente-trois mille quatre cents actions à dividende différé additionnelles sont attribuées à Sa Majesté du chef du Québec au prix de 126 millions de dollars. Cette somme comprend une prime d'un montant global de \$17,666,000 imputable par

la compagnie au paiement des intérêts sur les emprunts qu'elle pourra contracter en anticipation du paiement total, par le ministre des finances, du prix de ces actions à leur valeur nominale.

1977, c. 61, a. 2.

Paiements annuels. **6.** En paiement du prix pour les actions attribuées en vertu de l'article 3, le ministre des finances paye à Sidbec, sur le fonds consolidé du revenu, les sommes suivantes: douze millions de dollars par année pendant les six premières années, vingt-six millions de dollars par année pendant les septième, huitième, neuvième et dixième années et vingt-trois millions de dollars pendant la onzième année. Chaque versement sera appliqué à l'acquittement complet d'un nombre proportionnel d'actions.

1968, c. 77, a. 4; 1970, c. 20, a. 2; 1974, c. 74, a. 3.

Paiements annuels. **7.** En paiement du prix pour les actions attribuées en vertu de l'article 4, le ministre des finances paie à Sidbec, sur le fonds consolidé du revenu, les sommes suivantes: vingt-sept millions de dollars par année pendant les trois années financières du gouvernement se terminant les 31 mars 1977 à 1979 et vingt-six millions de dollars pendant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1980. Chaque versement sera appliqué à l'acquittement complet d'un nombre proportionnel d'actions.

1976, c. 31, a. 3.

Paiements annuels. **8.** En paiement du prix pour les actions attribuées en vertu de l'article 5, le ministre des finances paie à Sidbec, sur le fonds consolidé du revenu, les sommes suivantes: \$31,800,000 pendant chacune des trois années financières du gouvernement se terminant les 31 mars 1978, 1979 et 1980, et \$30,600,000 pendant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1981. Le versement fait durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1978 sera appliqué à l'acquittement complet de 2,588,600 actions, celui fait durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1979, à l'acquittement complet de 2,547,800 actions, celui fait durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1980, à l'acquittement complet de 2,789,900 actions et celui fait durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1981, à l'acquittement complet de 2,907,100 actions.

1977, c. 61, a. 3.

Dispositions non applicables. **9.** Les articles 66 à 70 de la Loi sur les compagnies ne s'appliquent

pas à la compagnie à l'égard des actions visées aux articles 3, 4 et 5.
1968, c. 77, a. 5; 1976, c. 31, a. 4; 1977, c. 61, a. 4.

Administrateur non actionnaire. **10.** Une personne qui n'est pas actionnaire peut néanmoins être élue ou nommée administrateur de la compagnie si elle est désignée à cette fin par le gouvernement.
1968, c. 77, a. 6.

Représentation aux assemblées. **11.** À toute assemblée des actionnaires de la compagnie, Sa Majesté, en sa qualité d'actionnaire, est représentée par le ministre désigné à cette fin par le gouvernement ou par toute autre personne que ce ministre désigne par écrit à cette fin; le paragraphe 3 de l'article 103 de la Loi sur les compagnies ne s'applique pas au ministre ainsi désigné ou à son fondé de pouvoir.
1968, c. 77, a. 7; 1976, c. 31, a. 5.

Pouvoirs limités. **12.** Les administrateurs ne peuvent sans l'approbation des actionnaires exprimée par résolution adoptée par le vote de la majorité en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale dûment convoquée à cette fin:
a) attribuer des actions du fonds social de la compagnie;
b) déclarer ou payer des dividendes sur les actions de la compagnie;
c) procéder, en vue de l'établissement d'un complexe sidérurgique intégré, à l'achat ou à la construction d'usines ou à l'acquisition d'actions d'autres compagnies, sauf cependant dans la mesure où telle résolution y pourvoit.
1968, c. 77, a. 8.

Pouvoirs d'emprunt limités. **13.** Nonobstant toute disposition inconciliable des lettres patentes de la compagnie, les administrateurs ne peuvent exercer les pouvoirs prévus à l'article 77 de la Loi sur les compagnies que s'ils y sont autorisés par un règlement approuvé en la manière prévue à cet article.
1968, c. 77, a. 9.

Pouvoirs du gouvernement. **14.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine:
a) garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt contracté par la compagnie;
b) autoriser le ministre des finances à avancer à la compagnie, pour un terme n'excédant pas deux ans dans chaque cas, tout mon-

tant jugé nécessaire pour la poursuite de ses opérations ou l'exécution de ses obligations;

c) garantir le paiement des sommes d'argent payables par la compagnie par suite de l'inexécution de ses obligations en vertu d'un ou de plusieurs contrats visant à l'acquisition, la construction, l'exploitation et le financement d'un complexe industriel d'exploitation minière dans la région de Fire Lake, Lac Jeannine, Gagnon et Port Cartier, y compris tout contrat pour l'achat des produits de ce complexe.

Païement à même le fonds consolidé.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou avances à la compagnie son prises à même le fonds consolidé du revenu.

1970, c. 20, a. 3; 1974, c. 74, a. 4; 1976, c. 31, a. 6.

Rapport.

15. La compagnie doit chaque année faire un rapport de ses activités au gouvernement; ce rapport doit être déposé à l'Assemblée nationale.

1968, c. 77, a. 10; 1968, c. 9, a. 90.

Conversion d'actions.

16. Les soixante-dix actions ordinaires émises et entièrement payées de la compagnie sont converties en trente-cinq actions à dividende différé émises et entièrement payées.

1968, c. 77, a. 11.

Dispositions applicables.

17. La partie I de la Loi sur les compagnies continue de s'appliquer à la compagnie, sous réserve des dispositions inconciliables de la présente loi; il en est de même des lettres patentes de la compagnie.

1968, c. 77, a. 12.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 77 des lois annuelles de 1968, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception du préambule et de l'article 13, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre E-14 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1968 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 77

Chapitre E-14

LOI CONCERNANT
L'ÉTABLISSEMENT PAR
SIDBEC D'UN COM-
PLEXE SIDÉRURGIQUE
INTÉGRÉ

LOI SUR L'ÉTABLISSE-
MENT PAR SIDBEC
D'UN COMPLEXE SIDÉ-
RURGIQUE INTÉGRÉ

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
Préambule		Omis
1 - 3	1 - 3	
3a	4	
3b	5	
4	6	
4a	7	
4b	8	
5	9	
6	10	
7	11	
8	12	
9	13	
9a	14	
10	15	
11	16	

L.Q. 1968, c. 77

L.R. 1977, c. E-14

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

12

17

13

Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

